

Quelle social-démocratie à la française ?

Depuis que le président de la République a reconnu, lors de sa conférence de presse du 14 janvier, qu'il était « social-démocrate », les débats sur les contours de ce terme n'ont pas cessé. Longtemps liée au marxisme, la social-démocratie s'est imposée après-guerre, notamment en Allemagne, comme le courant politique qui assura la conversion de la gauche de gouvernement à l'économie de marché. Du choc de simplification au pacte de responsabilité, le Parti socialiste a-t-il fait sa mue ? S'agit-il de l'aveu d'un tournant libéral opéré par François Hollande contre les valeurs de son camp ? Est-ce un véritable changement de cap ou une mutation qui arrive trop tard ?

■ Un vrai tournant politique Priorité faite à la production

Gilles Finchelstein

Directeur général
de la Fondation Jean Jaurès

Il l'a dit ! Non, a-t-il vraiment dit « le » mot – ce mot presque tabou pour un socialiste français ? Oui, François Hollande, en point d'orgue de sa conférence de presse du 14 janvier, a dit : « Je suis un social-démocrate. » Et, derechef, deux débats passionnés se sont engagés. Le premier est d'ordre autoroutier : s'agit-il d'un tournant – et, si oui, de combien de degrés ? Le second est d'ordre nominaliste – pour qualifier idéologiquement cette ligne, faut-il évoquer la social-démocratie ou préférer le social-libéralisme ?

La vie politique française n'a pas été avare de tournants : mars 1983 pour la gauche, octobre 1995 pour la droite, moments où les présidents ont dû renoncer à une promesse de campagne, ont été les plus emblématiques de ces ruptures entre l'avant et l'après-élection. Et, par tactique, le pouvoir a toujours reculé le mot tout en pratiquant la chose. En l'espèce, pourtant, le terme ne semble réellement pas adapté. Dès avant les primaires citoyennes, François Hollande avait construit sa crédibilité sur la réduction des déficits. Pendant la campagne présidentielle, il avait assumé que le mandat commencerait par une phase de « redressement ». Au lendemain de son élection, il a présenté à Bruxelles un programme pluriannuel, avec des augmentations d'impôts pour commencer et des réductions de dépenses pour suivre. En novembre 2012, dans la foulée du rapport Gallois, il a présenté le pacte de compétitivité. On peut évidemment débattre de chacun de ces choix, mais on ne peut contester qu'ils témoignent de continuité.

Pourtant, on ne peut se contenter de récuser le mot « tournant » comme s'il ne s'était rien passé. Affirmation du leadership présidentiel, pilotage personnel d'un plan d'économies sans précédent, relance de la décentralisation, initiatives franco-allemandes et négociations autour du pacte de responsabilité, ce début d'année constitue un moment charnière du quinquennat. L'action publique pouvait souffrir d'un excès de priorités. Il y en a désormais une et une seule qui est affichée : que notre économie « retrouve sa force ». Il s'agit donc d'une clarification – un processus proche de ce qui se passe dans le bain révélateur d'une chambre noire lorsque la photographie devient plus nette.

Social-démocrate ? Historiquement, les socialistes étaient au Sud et les sociaux-démocrates au Nord. Au milieu des années 1990, les uns comme les autres ont été travaillés par le New Labour de Tony Blair et ce que l'on a parfois appelé le social-libéralisme. Où situer François Hollande dans cette galaxie ? Social-libéral ? Non ! C'est en France un mot qui vise à disqualifier. Pour la droite, c'est le socialisme qu'elle prétend aimer – à ceci près qu'elle n'aime les socialistes qu'étrangers ou morts. Pour une partie de la gauche, c'est le socialisme qu'elle n'aime pas – à ceci

près que, pour elle, un socialiste qui gouverne et affronte la réalité du pouvoir est presque toujours social-libéral. Au-delà, Tony Blair a bien incarné cette forme particulière de socialisme qui se distinguait notamment par une foi dans l'extension sans limite de la concurrence et une célébration sans mesure de la finance. Nous en sommes loin aujourd'hui.

Social-démocrate, alors ? Oui. On retrouve deux des caractéristiques majeures de la social-démocratie. D'une part, plus que jamais, une priorité accordée à la production – sans laquelle il ne peut y avoir de distribution. D'autre part, à nouveau, le choix d'une méthode : la négociation. A rebours d'une tradition française qui magnifiait la place de la loi et de la loi seule, François Hollande a donné un espace à la négociation, une reconnaissance aux partenaires sociaux. Pour être plus précis, on pourrait l'appeler un social-démocrate hic et nunc. De maintenant : c'est-à-dire sous contrainte du réel, pris dans l'étau de comptes publics dégradés et d'une compétitivité abimée. D'ici : c'est-à-dire dans un pays, la France, qui n'a ni la culture ni les outils de la social-démocratie. Au-delà de la mise en œuvre de ce qui a été annoncé – qui est essentiel et difficile –, deux grands chantiers sont maintenant devant nous, collectivement, pour aller plus avant dans la voie sociale-démocrate. Le premier : créer un rapport de forces, sans lequel la social-démocratie ne

**L'action publique
pouvait souffrir d'un
excès de priorités. Il y en
a désormais une et une
seule qui est affichée :
que notre économie
« retrouve sa force »**

peut nulle part espérer une dynamique. Or, il manque en France des partis de masse, des syndicats puissants, des intellectuels engagés. Et il manque en Europe un rééquilibrage politique d'institutions toutes dominées par la droite – tel est le véritable enjeu des élections de mai.

Le second chantier : tracer des perspectives. La social-démocratie doit toujours projeter un modèle de société – le rapport que Jean Pisani-Ferry va présenter, « France 2025 », fournira un matériau que le pouvoir politique devra s'approprier. La social-démocratie doit surtout porter toujours une ambition, celle de la réduction des inégalités. Il sera difficile d'améliorer substantiellement les mécanismes de redistribution de l'Etat ou de l'Etat-providence – parce qu'une réforme à prélèvements constants rendrait les « perdants » très audibles dans le climat fiscal actuel.

En revanche, la social-démocratie doit faire de l'amélioration de l'accès aux biens publics et privés – l'école, la formation, le logement, la santé, la culture, le numérique – sa boussole. La lutte contre les inégalités doit être repensée mais, pour reprendre la formule du philosophe italien Norberto Bobbio, l'égalité reste « l'étoile polaire » de la gauche. ■



FABRICE MONTIGNIER

■ Une mutation qui arrive trop tard

Dominique Reynié

Professeur des universités à Sciences Po
et directeur général de la Fondation
pour l'innovation politique

La social-démocratie a dominé la gauche dans des pays européens atlantistes, parlementaristes, de culture réformiste, attachés au consensus, dotés de syndicats puissants. Il était impossible de faire entrer le socialisme français dans la social-démocratie. La passion de la révolution, l'influence du communisme, puis les institutions de la V^e République ont maintenu presque toute la gauche française à l'écart de l'option sociale-démocrate. Il est maintenant trop tard.

En moins de vingt ans, les conditions historiques ont privé le socialisme réformiste de ses possibilités : la mondialisation relance la bataille du coût du travail et de la flexibilité de l'emploi ; l'épuisement financier ronge les capacités protectrices et réparatrices de l'Etat ; le vieillissement de la population précipite la crise des systèmes sociaux et favorise la montée des thèmes sécuritaires ou identitaires, avec l'immigration.

**En Europe, la gauche ne peut plus
gouverner sans devoir appliquer
un programme dicté par l'époque**

En Europe, la gauche peut encore gagner les élections, mais elle ne peut plus gouverner sans devoir appliquer un programme dicté par l'époque. Depuis le milieu des années 1980, chaque gouvernement de gauche s'est trouvé dans l'obligation d'adapter l'économie nationale aux exigences d'une compétition universelle et de contribuer à la déconstruction de l'Etat-providence. Ces réformes, jugées régressives, ont certes fragilisé tous les partis de gouvernement – qui ne cessent de perdre des électeurs –, mais la gauche est évidemment à contre-emploi lorsqu'elle reprend à son compte un tel programme sans avoir su y préparer ses électeurs.

Confondant la cause avec l'effet, traumatisée par la débâcle de 2002, la gauche française a nourri le procès de cette autre voie ouverte en 1993 par Bill Clinton. Puis les Européens Tony Blair et Gerhard Schröder.

La poussée populiste visible en Europe depuis le milieu des années 1990 résulte du basculement électoral des classes populaires qui, hier, abondaient largement l'électorat des gauches. Le nouveau populisme reflète la radicalisation de groupes sociaux auxquels la marche du monde semble préparer un mauvais sort. Dès 2002, l'essayiste anglo-néerlandais Ian Buruma qualifiait cette droite de « nouvelle gauche », parce qu'elle se révélait capable de séduire des ouvriers que les partis socialistes sont réputés avoir abandonnés.

La crise financière de l'Etat sape les fondements de la politique sociale-démocrate, tandis que l'internationalisme interdit à la gauche de préférer les ouvriers nationaux aux ouvriers immigrés. La déstabilisation des classes populaires est totale. L'installation, de fait, de sociétés multiculturelles remet en question l'adhésion aux politiques de redistribution dont le bénéficiaire, dans ce cas l'immigré, n'est plus reconnu comme un ayant droit égal aux autres. Dans le même temps, les classes moyennes ne supportent plus de voir affecter une part de leurs revenus au soutien de groupes en difficulté qu'elles redoutent de rejoindre.

Dans ce nouveau monde, augmenter la pression fiscale, accroître le nombre des fonctionnaires, « aligner la fiscalité du capital sur celle du travail » – c'est-à-dire appliquer une surimposition qui empêche la constitution du capital ou en dissuade la mobilisation –, condamner le petit et moyen entrepreneur à l'asphyxie réglementaire fiscale et sociale, renoncer aux puissances de la connaissance en refusant les technologies végétales ou l'exploration des gaz de schiste, tout cela dessine grosso modo le programme inverse de celui qu'il fallait suivre.

L'équilibre des comptes, le financement de la solidarité et du progrès social, la prospérité économique et le passage à une croissance durable appellent une politique fondée sur l'innovation. Cela implique la liberté d'entreprendre, y compris en matière de recherche, la circulation du capital, c'est-à-dire sa rémunération, et la perspective de profits à hauteur des risques consentis ou du travail effectué. Cela suppose de réformer l'Etat très profondément.

Né dans la société, contre l'Etat, le socialisme tente aujourd'hui de survivre par l'Etat, contre la société. Prisonnier d'un dernier carré sociologique, arc-bouté sur un appareil administratif devenu l'unique outil d'une action conduite par la contrainte plus que par l'adhésion, le socialisme se meurt de n'être plus qu'un étatisme. ■

■ En France, le réformisme caractérise le socialisme depuis Jean Jaurès

Jacques Julliard

Historien

Comme tous les mots d'usage courant dans la polémique politique – songeons à libéralisme, ou bien encore à populisme –, celui de social-démocratie est aujourd'hui usé, galvaudé, dénoté, jusqu'à l'insignifiance. Il a suffi que, lors de sa dernière conférence de presse, François Hollande s'en réclame – quel scoop ! – pour que la machine à commentaires démarre au quart de tour. Pensez donc ! Nous avions un président social-démocrate et nous ne le savions pas...

Il faut recourir à l'Histoire, comme à l'ordinaire, pour y voir un peu plus clair. À l'origine, la social-démocratie désignait l'aile gauche du socialisme allemand, qui se réclamait de Marx et de la II^e Internationale. Son programme, d'inspiration marxiste, comprenait des concessions importantes aux salariés et fit l'objet de critiques de Marx restées célèbres. C'est ce programme qui fut fondamentalement révisé après la seconde guerre mondiale à Bad Godesberg, en 1959 : adhésion à l'économie de marché ; volonté de s'adresser au peuple tout entier et non à la seule classe ouvrière.

On notera au passage que la toponymie symbolique du socialisme international est tout entière allemande : Eisenach ou la radicalité, Gotha ou l'unité, Bad Godesberg ou la révision sont des figures classiques. Dans l'univers socialiste, l'Allemagne a presque toujours été la règle et la France l'exception. Et faut-il rappeler que, jus-

qu'en 1918, c'est-à-dire au-delà de la Révolution, Lénine adhère à un parti social-démocrate en Russie ?

A partir de la fin du XIX^e siècle, la social-démocratie désigne, à la notable exception de la France, un mode d'organisation du socialisme européen, fondé sur un triple pilier : le parti, le syndicat, la coopérative. Toute la vie de l'ouvrier se déploie dans cet univers bien réglé. Il est censé adhérer au parti, militer au syndicat, acheter à la coopérative. Ainsi se constitue à l'intérieur du monde capitaliste une contre-culture sociale-démocrate fondée sur un recrutement massif et la priorité donnée à l'action politique légale, dans le cadre des élections et de la représentation ouvrière.

Parti et syndicat y sont les deux faces d'un même mouvement ouvrier. Depuis l'apparition du mouvement communiste au lendemain de la première guerre mondiale, la social-démocratie désigne les socialistes qui ont refusé de rallier Moscou et la III^e Internationale. La polémique lancée par Lénine contre ces « *renégats* » a fait rage, et le mot, en France notamment, a pris à l'extrême gauche un sens péjoratif, ou tout au moins condescendant. Le social-démocrate porte en lui le gène de la trahison, comme la coccinelle celui du nombre de points sur sa carapace. C'est un « social-traitre », un « social-fasciste », bien qu'historiquement, ce soient les communistes allemands, non les sociaux-démocrates, qui, par leur sectarisme, ont fait la courte échelle à Hitler.

Plus sérieusement, ce sont les pays scandinaves qui, dans l'entre-deux-guerres, ont remodelé la pensée sociale-démocrate, en renonçant au renversement révolutionnaire du capitalisme, en portant la protection des travailleurs à un niveau jamais atteint

sur la politique socialiste sur les bases d'un compromis permanent entre l'Etat, le patronat et les organisations ouvrières. Pour l'extrême gauche révolutionnaire, il porte la tare originelle de n'avoir pas été acquis par la violence.

Et la France ? La France est, dans le concert européen, une exception. Au sens numéro deux, elle n'a jamais été sociale-démocrate et ne le sera jamais ; au sens numéro trois, elle l'est depuis le début du XX^e siècle. Pourquoi ? Parce que partis et syndicats ne sont jamais parvenus à se constituer en organisations de masse, sauf lors de brèves éruptions ouvrières comme en 1936, en 1945, voire en 1968.

Le PS est à saute-mouton par-dessus la social-démocratie : plus à gauche politiquement, plus à droite socialement

Le Parti socialiste français, à direction presque exclusivement bourgeoise, sans représentation ouvrière réelle, est à saute-mouton par-dessus la social-démocratie : plus à gauche politiquement, plus à droite socialement. Seul le Parti communiste français a réussi, pour un bref laps de temps, à se constituer en contre-société à l'intérieur du monde capitaliste.

De plus, la social-démocratie suppose un parti unique, ou largement dominant à l'intérieur de la gauche. Or, le succès du communisme en France a rendu impossible cette condition presque tout au long du XX^e siècle.

Enfin, parti et syndicat ne vivent pas en

sympiose comme en Allemagne, en Autriche, en Belgique et en Grande-Bretagne sous le nom de travaillisme. Depuis la charte d'Amiens (1906), ils vivent dans l'indépendance réciproque, la méfiance, parfois la concurrence. Non, il n'y a pas de structure sociale-démocrate en France.

A cette situation, deux causes principales : le retard économique français qui, pendant la première moitié du XX^e siècle, a empêché l'affirmation de la grande industrie ; l'héritage politique de la Révolution française, qui a substitué au schéma classe contre classe la figure du Front populaire, c'est-à-dire l'alliance du prolétariat avec la bourgeoisie progressiste.

Or, ce sont ces deux mêmes causes qui ont favorisé l'affirmation du réformisme à l'intérieur du mouvement ouvrier français. Depuis Hollande ? Vous plaisantez. C'est Jaurès qui, au congrès de la II^e Internationale à Amsterdam (1904), défend contre Bebel la participation du socialiste Millerand au gouvernement bourgeois de Waldeck-Rousseau (1899-1902) au nom du continuum de la révolution française ; et le même Jaurès qui affirme contre Guesde que le socialisme sera le prolongement de la démocratie ; c'est Blum qui, en 1920, à Tours, défend contre les partisans de l'adhésion à la III^e Internationale le même schéma et les valeurs de liberté ; c'est Mitterrand qui, arrivé au pouvoir, proclame, à partir de 1983, la légitimité du profit capitaliste ; c'est Rocard qui, dans sa phase autogestionnaire, souligne l'importance du développement autonome de la société par rapport au volontarisme politique et partisan ; c'est Jospin qui accepte une économie de marché en refusant une société de marché.

La droite française ne cesse de déplorer

l'absence en France d'un Bad Godesberg, c'est-à-dire d'une conversion des socialistes français au réformisme, mais l'histoire du socialisme français dit le contraire : c'est un Bad Godesberg permanent.

Et maintenant ? Certes, il existe toujours une opposition d'extrême gauche qui se réclame des valeurs révolutionnaires, sinon de la Révolution elle-même. Mais elle ne paraît plus capable de créer une dynamique. C'est un satellite géostationnaire qui gravite autour de la planète sociale-démocrate, plus étatiste, plus volontariste, plus fort en gueule. Mais rien d'autre.

De plus, les problèmes ont changé de nature. Les plus hardis des socialistes français ne sont plus des révolutionnaires, ni même des nationalisateurs : ce sont des keynésiens à tous crins, qui préconisent, à l'intérieur de l'économie de marché, le primat de la demande sur l'offre, et la solution des problèmes français par l'inflation. L'alternative n'est plus Marx contre Adam Smith, mais Keynes contre Milton Friedman.

Bobos contre populistes, écolos contre industrialistes : tout cela fait au total d'excellents sociaux-démocrates. Mais le peuple, lui, a quitté la scène ; il est ailleurs, très loin parfois ; et c'est là le problème commun aux uns et aux autres. ■

Jacques Julliard, éditorialiste à « Marianne », est l'auteur des « Gauches françaises, 1762-2012. Histoire et politique » (Flammarion, 2012)

■ Un changement de cap incompréhensible François Hollande préfère les mots aux choses

Jean-Louis Bourlanges

Professeur associé à Sciences Po et ancien député européen

Je suis social-démocrate. Voilà, c'est dit, donc c'est fait. Le succès de l'annonce a pourtant de quoi surprendre, même si l'on avait compris depuis 1983 que la rupture avec le capitalisme avait cessé d'être à l'ordre du jour des socialistes français. Etre social-démocrate, c'est croire à l'unité politique et sociale du mouvement ouvrier, à la toute-puissance du contrat patronat-syndicat, à la détermination tripartite, Etat et partenaires sociaux, des orientations macro-économiques et de la politique des revenus, à la montée en puissance de la dépense publique au service de la redistribution.

Rien de tout cela n'est au rendez-vous aujourd'hui : les syndicats restent aussi doutés des partis de gauche qu'aux plus beaux jours de la Charte d'Amiens, le patronat ne dirige pas les patrons, les organisations ouvrières sont désertées par les ouvriers, la dépense publique est priée de se dégonfler au plus vite et il n'y a plus de grain à moudre dans le vieux moulin d'André Bergeron. Le pacte de responsabilité renvoie certes à l'imaginaire de la social-démocratie, mais il n'est que le cache-misère d'un désarroi.

Cette modernité au futur antérieur n'en fait pas moins peur aux gros bataillons d'élus et de militants de gauche, comme si c'était parti pour l'enfer que de monter dans un train arrivé en gare de Bad Godesberg il y a cinquante-cinq ans ! Au-delà d'un acte de défiance à l'égard d'un homme dont on ne croit plus les histoires, il y a une incompréhension diffuse sur la nature exacte du changement de cap annoncé par le président. Bergson écrit quelque part que « *le désordre commence quand je range mes livres par ordre alphabétique et que ma femme de ménage les range par ordre de taille* ». C'est bien le choc de deux ordres distincts, donc contradictoires, qui travaille et perturbe notre société politique.

D'un côté, la distribution des sensibilités sur un axe droite-gauche continue de dominer le jeu des partis : les libéraux à droite, les libéraux sociaux et les sociaux-démocrates au centre droit et au centre gauche, les socialistes à gauche et les révolutionnaires au-delà. D'un autre côté, une distribution des forces politiques en fer à cheval qui rapproche les extrêmes au sein d'un même champ magnétique et les éloigne d'un centre repoussoir.

Jean-Pierre Faye avait jadis mis en lumière le phénomène en étudiant la chute de la République de Weimar. Chacun à sa manière, Emmanuel Todd en 1994, puis Pascal Perrineau dans son analyse du gaucholepénisme, ont constaté l'émergence française de cette polarisation du deuxième type qui oppose un cen-

trisme de gouvernement à un populisme protestataire bi-front. Le premier serait monopolisé par la France d'en haut, rebelle à l'autoritarisme, au protectionnisme et au nationalisme, ouvert aux flux migratoires, aux réformes structurelles et à l'intégration européenne. Le second serait investi par la France d'en bas, éprise d'ordre étatique et de protection, dressée contre la mondialisation, l'Europe et les immigrés.

La bipolarisation en courbe court-circuite la bipolarisation linéaire mais ne l'annihile pas. Le fer à cheval coexiste avec la flèche, ce qui provoque fractures et intermittences dans la relation droite-gauche. Pour François Hollande, cette équation complexe se présente à la fois comme un atout et comme un handicap.

À gauche, la fidélité maintenue à la cause des immigrés bloque l'essor d'une contestation de grande ampleur et, en gonflant les voiles du FN, complique sérieusement les affaires de la droite. En outre, l'installation à l'extrême droite d'un programme social aussi irréaliste que celui du Front de gauche, l'affirmation de choix agressivement protectionnistes et anti-européens déstabilisent une droite de gouvernement

Le Parti socialiste, de plus en plus réduit à un club de promiscuités haineuses, patauge dans sa saumure jacobine originelle

d'autant moins capable de combattre la démagogie populiste de Marine Le Pen que celle-ci même, non sans succès, la dédramatisait morale de son parti.

Côté handicap, on ne peut que relever l'inégalité croissante des camps en présence : le pôle gouvernemental, réformiste, mondialisateur et pro-européen s'identifie à un centrisme en péril, un centrisme contrarié dans son indépendance par des institutions manichéennes, historiquement minoritaires dans un pays qui n'a jamais cessé de préférer l'égalité à la liberté, l'Etat à la société civile, la grandeur nationale à la solidarité européenne, et de surcroît divisé entre sensibilités laïque et chrétienne sur le libéralisme culturel et les enjeux sociétaux.

Quant au Parti socialiste, de plus en plus réduit à un club de promiscuités haineuses, il patauge dans sa saumure jacobine originelle, incapable de soutenir un arbitrage intelligent entre exigence gouvernementale et tentation électorale. Un arbitrage que le chef de l'Etat se garde d'ailleurs de formuler trop clairement, prisonnier qu'il est de sa double tendance à préférer les mots aux choses et les réactions aux actions.

Cœur sec et main tremblante, François Hollande contemple, impuissant, une France déchirée entre le pharisaïsme tranquille de ses élites et l'indignation stérile de sa base. Une seule certitude s'impose désormais : pour sauver sa partie, il ne peut plus guère compter que... sur ses adversaires. ■

Sur lemonde.fr, lisez également la tribune de Cécile Philippe, de l'Institut économique Molinari : « *Que serait une social-démocratie à la française ?* »

■ Le PS fait une politique de droite axée sur le business

Cédric Durand

Economiste, maître de conférences à l'université Paris-XIII

Le Parti socialiste mène aujourd'hui une politique économique de droite. Pionnier de la libéralisation financière dans les années 1980, il s'attaque désormais au cœur de la relation salariale héritée de l'après-guerre, le droit du travail et la protection sociale. En faisant de la compétitivité la pierre angulaire de son projet, le PS prend le contre-pied de sa base. Le président embrasse ceux qui se battent contre l'imposition des gains en capital, et l'argent de l'Etat afflue dans les caisses du patronat. Le projet social-démocrate d'offrir un avenir meilleur aux salariés des vieux pays capitalistes est moribond. Tenter de comprendre pourquoi est une question complexe. En France, deux éléments décisifs peuvent être distingués : le choix de céder aux raisons du capital mondialisé, que l'on se limitera à examiner ici sous l'angle de la construction européenne, et la fin de la croissance.

Au début des années 1980, le PS en France est l'un des plus à gauche en Europe. Etranglé par la contrainte extérieure, il décide en 1983 de tourner le dos à l'expérience de transformation sociale engagée par l'union de la gauche. Avec l'Acte unique puis l'Union économique et monétaire, la réorganisation spatiale des fonctions étatiques a des effets politiques puissants. Dès lors que le commerce, la concurrence et la monnaie deviennent des compétences exclusives de l'Union, la régulation du rapport salarial qui reste du ressort des Etats-nations leur est subordonnée.

Les réformes de la gouvernance de l'UE engagée après la crise des dettes souveraines mènent cette logique à son terme. Au nom de la stabilité macroéconomique et financière, les institutions bruxelloises interviennent dans le détail des politiques sociales. Sans doute, des occasions de changer l'Europe ont-elles été manquées. Notamment à la fin des années 1990 quand les gouvernements de centre gauche étaient majoritaires dans l'UE.

Le président Hollande fraîchement élu aurait pu refuser de ratifier le pacte de stabilité. Mais, pour le PS, c'est aussi un problème

de doctrine. Quand, en 2008, il s'affirme partisan d'« *une économie sociale et écologique de marché* », il fait sien un concept popularisé par les néolibéraux au lendemain de la seconde guerre mondiale et avalisé dans le traité de Lisbonne. Or, l'objectif d'une économie sociale de marché n'a rien de social-démocrate ! Ce projet est même contraire à l'idée d'Etat social puisque, dans cette vision, c'est la croissance qui doit permettre aux individus de se constituer un capital et d'acheter des assurances privées les protégeant des risques.

Le rebond est précaire

Hélas, la croissance économique disparaît. La grande récession signale un changement d'époque. Certes, le PIB des Etats-Unis est reparti à la hausse, mais le nombre d'heures travaillées reste en deçà de ce qu'il était en 2007. Le rebond est précaire car il est dû à l'effet spectaculaire de l'action de la Réserve fédérale américaine sur les marchés financiers et a profité presque exclusivement aux plus riches. La faible croissance allemande n'est guère plus inspirante. Elle repose sur les bénéfices d'un euro sous-évalué pour l'économie du pays – au détriment de ses voisins – et la baisse du chômage a pour contrepartie la massification des travailleurs pauvres.

Point de modèle donc. Pour des raisons structurelles, la quasi-stagnation est ce à quoi doivent se préparer les pays riches. En France, les projections s'établissent au mieux à 1,5 % de croissance pour les années qui viennent, soit bien en deçà du seuil nécessaire pour réduire significativement le chômage. La social-démocratie est prise en étau. En choisissant une politique pro-business, les dirigeants français lui font perdre sa raison d'être : intégrer la démocratie les classes populaires en leur donnant voix au chapitre. L'abstention et la hausse de l'audience du Front national ne font que refléter cet abandon. Remobiliser les salariés autour d'un projet émancipateur est pourtant possible.

Une politique de financement public de l'emploi en dernier ressort pourrait à la fois mettre un terme au gaspillage inouï que représente le chômage de masse et amorcer un développement écologique débarrassé de l'obsession de la croissance. Mais il faut pour cela une volonté de subordonner les exigences du capital aux besoins des populations. La social-démocratie meurt de ne pouvoir s'y résoudre. ■